

CEDD @feuille T

JANVIER - FEVRIER 2021



**Tenir !
Jusqu'à quel bout ?**

CEDD – COORDINATION DES ECOLES DE DEVOIRS DE BRUXELLES

Siège social : rue de la Borne 14

Siège administratif : rue de la Colonne 54

1080 Bruxelles

02/411.43.30 - info@ceddbxl.be

www.ceddbxl.be



SOMMAIRE

Janvier - Février 2021

DOSSIER : Tenir ! Jusqu'à quel bout ?

- p. 3 Edito
- p. 5 Adolécen-t-e-s & COVID : au-delà de l'accompagnement scolaire : un cri d'alarme !
- p. 17 Basenvol : constats, difficultés et revendications
- p. 20 Carhop : A lire pour se (re)découvrir !
- p. 22 Outilthèque : Learn to be zen @school





EDITO

En décembre, à la veille des congés, les appels de parents et de jeunes nous sont parvenus. Les bulletins étaient arrivés, des examens passés ou d'autres à venir. Et, plus que jamais, nous avons senti combien ce système d'évaluation de la situation scolaire étaient cette année particulièrement douloureuse alors que la scolarité a été bouleversée depuis tant de mois et que le système hybride a renvoyé les jeunes aux conditions inégales de leur environnement. Une situation que les écoles de devoirs ont pu constater par le travail d'accompagnement poursuivi dans des conditions difficiles.

Aujourd'hui, cela fait un mois que nous fait le saut d'un an. Un mois où tant de vœux ont circulé pour souhaiter à toutes et tous humoristiquement, chaleureusement, solidairement le meilleur. Pas facile, alors que cela va faire un an que les différentes mesures sanitaires bouleversent notre vie dans tous ses aspects. Les vœux transmis par la FFEDD à la Ministre Bénédicte Linard, que nous n'avions toujours pas eu l'occasion de rencontrer depuis le début de la crise a finalement porté ses fruits puisqu'une rencontre s'est déroulée le 13 janvier pour partager nos inquiétudes et de l'entendre sur sa feuille de route concernant le projet de réforme de l'Accueil Temps Libre. Une porte ouverte sur davantage de concertation ? Nous verrons.

Par ailleurs, depuis novembre et les nouvelles mesures limitant leur accès en présentiel, la question des adolescent-e-s constituait une réelle urgence. Des témoignages, des appels dont les vôtres ont été relayés pour que soit

enfin prise en compte la question dans cette crise qui perdure. Nous vous proposons dans le présent numéro de découvrir en trois instantanés leur situation telle que rapportée par des écoles de devoirs en septembre d'abord, au moment de la rentrée, en novembre ensuite, au moment où leur accueil en présentiel allait être restreint et, en janvier enfin moment où nous vous interrogeons sur l'éventualité de l'élargissement à 8 + 1.

Face à l'extrême prudence des experts au moment où de nouveaux variants apparaissent nous ne pouvons qu'apprécier le fait que différentes personnes dont les ministres Caroline Désir, Bénédicte Linard et Valérie Glatigny du Gouvernement de la CFWB se soient clairement exprimées pour que la jeunesse soit enfin prise en compte dans ces difficiles équilibres à prendre lors de chaque réunion de la Codeco. Au moment de finaliser ce numéro des arrêtés vous ont été transmis qui laissent une petite ouverture d'espoir pour les semaines à venir. Reste à attendre encore une fois les protocoles de mise en application qui devraient suivre et rendre cela plus lisible, compréhensible et donc adaptable et explicable au public.

Encore une fois, le secteur a montré avec force son engagement dans ses projets au bénéfice des publics. A propos de cet engagement, et comme nous vous l'annoncions dans notre numéro de @feuille T du mois d'octobre, le numéro de la Dynamiques. Histoire sociale en revue sur le mouvement des écoles de devoirs et son histoire est disponible en ligne. Des années 70 à l'année 85, ce premier numéro retrace une histoire que nous-mêmes, présents sur le terrain depuis les années 80 découvrons avec



beaucoup d'intérêt. Une histoire à revisiter par ceux et celles qui déjà étaient là, une histoire à découvrir pour les autres qui ancrent au passé les projets actuels et particulièrement dans le contexte de la crise sanitaire et des projets de la Ministre de l'Enfance de refonte des décrets de l'ATL qui interroge la place qu'elles occupent entre Ecole et Famille dans les quartiers.

Un travail qui vaille que vaille va se poursuivre dans des conditions toujours pleine d'incertitudes. Il y a bientôt un an, nous redécouvrons le chant des oiseaux dans la ville confinée. En ce début du mois de février alors que les jours ont rallongé d'une heure, leurs chants est de retour et nous annonce le printemps. Lueur d'espoir !

-- Véronique Marissal



Adolescent-e-s & COVID

Au-delà de l'accompagnement scolaire : un cri d'alarme !

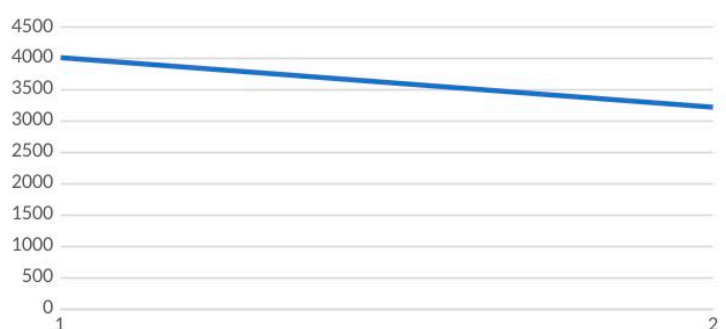
SEPTEMBRE : une rentrée pas comme les autres

Après le questionnaire proposé fin avril et les vacances d'été, nous étions intéressés d'entendre les écoles de devoirs, de vive voix cette fois, sur les conditions de leur rentrée dans ce contexte si particulier. Les activités en présentiel reprenant timidement nous avons privilégié la visioconférence. C'est ainsi que le **17 septembre 16 participant-e-s de 15 associations étaient présent-e-s pour nous dire cette période entre confinement et reprise**. Vu le contexte, pas étonnant que les questions des locaux, des volontaires, de la fracture numérique et des inégalités se soient invitées aux propos. La réorganisation, tenant compte des mesures sanitaires, a encore davantage limité l'offre dans un contexte de saturation déjà présent depuis des d'années. Divers éléments contextuels viennent, en effet, restreindre les possibilités d'accueillir les enfants, les jeunes et les familles dans des conditions que toutes et tous veulent optimales. Si le travail en sous-groupes répartis sur les jours de la semaine répond aujourd'hui à ces conditions particulières, le risque dans la durée serait de poursuivre ce fonctionnement pour élargir l'offre et de cantonner le public dans une réponse à la pression des parents (d'autant plus forte après des mois sans école) d'un seul soutien scolaire et d'oublier tout ce qui a et est mis en place aujourd'hui et tellement essentiel pour le bien-être des enfants et des jeunes.

C'est à cette période aussi qu'une demande du CRACS nous est parvenue pour un soutien **dans le projet de cartographier les initiatives de soutien scolaire à Bruxelles et d'avoir un indicateur des répercussions des mesures sanitaires sur l'évolution de l'offre**. Un travail de collecte des données excessivement laborieux par le vécu des associations en pleine rentrée d'une part et les incertitudes déjà présentes de voir des mesures contraignantes se prendre au regard de l'augmentation des chiffres de la pandémie. Octobre n'était pas loin, et les adolescent-e-s allaient encore une fois être davantage touchés que les enfants.

Les données reprises ci-dessous concernent 84 questionnaires pour lesquels les données étaient données et utilisables.

Evolution globale de la capacité d'accueil



Pour envisager et visualiser ces chiffres, nous avons réparti les associations ayant apporté des informations sur leurs capacités d'accueil entre celles qui accueillent les enfants d'école primaire, des enfants d'école primaire et /ou



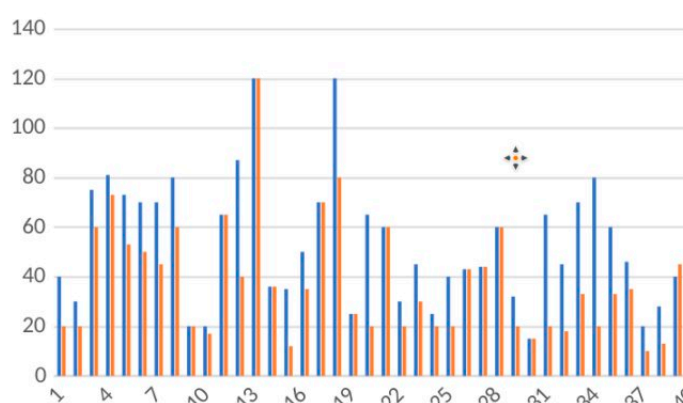
des jeunes du secondaire et exclusivement des jeunes de l'enseignement secondaire. Ces données nous disent une baisse plus ou moins importante des capacités d'accueil quelle que soit la tranche d'âge concernée.

A l'époque, les mesures de limitation de l'accueil des adolescent-e-s n'étaient pas encore prises. Les concernant, les mesures de distanciation sociale en limitait déjà le nombre tenant compte de l'espace disponible et du nombre de travailleurs qu'ils soient rémunérés, volontaires ou bénévoles de l'équipe d'encadrement.

Répartition par rapport public

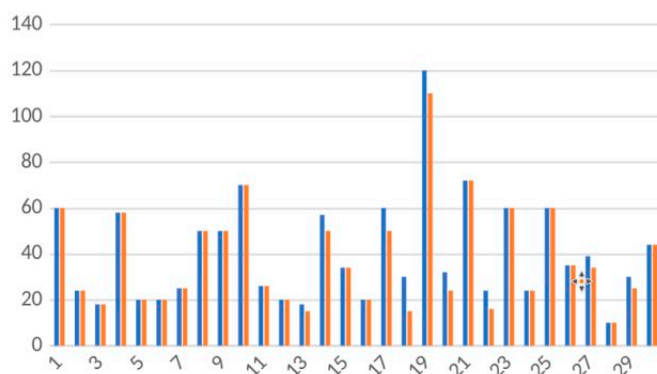


Public 6-18
Evolution capacité accueil rentrée septembre
Avant crise COVID - A la rentrée



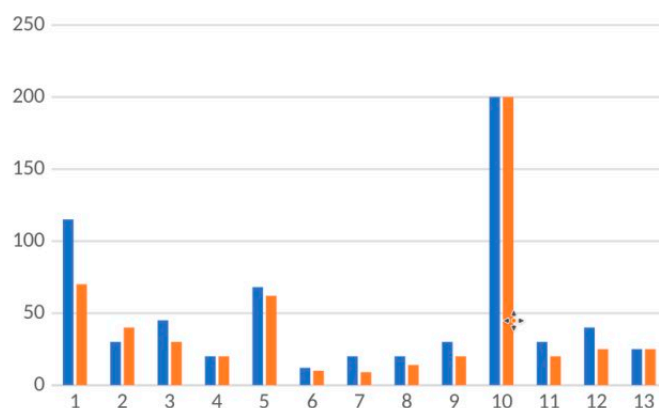
Le nombre d'enfants et de jeunes est passé de 2 148 à 1538 soit une baisse d'environ 28%.

Public 6-12
Evolution capacité accueil rentrée septembre
Avant crise COVID - A la rentrée



Le nombre d'enfants est passé de 1 210 à 1139 soit une baisse d'environ 5.9%.


Public 12-18
Evolution capacité accueil rentrée septembre
Avant crise COVID - A la rentrée



Le nombre de jeunes est passé de 655 à 545 soit une baisse d'environ 16.8%.

NOVEMBRE : une Assemblée Générale autour d'ateliers

Suite à la rencontre en visioconférence du 17 septembre, une AG de la CEDD s'est déroulée le 20 novembre 2020 au moment où l'accueil des plus de 12 ans avait été remise en question par les nouvelles mesures sanitaires. Partant des constats de septembre 5 ateliers étaient



proposés. Un a dû être annulé faute d'un nombre suffisant d'inscrit-e-s. Parmi les quatre autres, un était spécifiquement dédié aux adolescent-e-s et à l'accompagnement à distance qui allait redevenir la règle au cas où le présentiel ne serait plus possible.

25 personnes étaient présentes à cette AG de 18 associations dont 17 opérateurs P1 (Priorité soutien scolaire dans le cadre du dispositif de Cohésion sociale de la COCOF). 11 ont participé à cet atelier.

Synthèse de l'atelier consacré aux adolescent-e-s

Cette synthèse a été élaborée autour de mots clé mis en évidence lors des échanges dans les deux ateliers.

COMMUNICATION

Celle-ci reste essentielle, elle est encore plus importante qu'avant. Il faut la mettre en œuvre de manière variée, en multipliant les approches selon les publics.

Avec les jeunes, les moyens utilisés sont variés : Messenger/Facebook, WhatsApp, Snapchat et Discord (plate-forme de gamers). A noter que Messenger et WhatsApp sont considérés comme « ringards » pour les jeunes. Idem pour les mails. Peu utilisés. Discord permet beaucoup de choses intéressantes, permet de rencontrer tout le monde, de partager les écrans, le chat, ... C'est gratuit. Pas nécessaire d'avoir un ordinateur, pas besoin de télécharger. Il y a également une plateforme interactive qui permet l'apprentissage à distance ; Woo clap.

Avec les parents, cela peut être compliqué, il y a parfois des problèmes de langue. Le meilleur canal reste le téléphone en direct, les SMS + Messenger et WhatsApp parfois. Des liens sont maintenus avec les parents autant que possible.

Une EDD, par exemple, téléphone aux parents une fois par semaine, simplement pour demander « Comment ça va ? ». Cela permet de les écouter, les orienter vers des services compétents et de mieux percevoir dans quelle situation sont les jeunes.

Avec les volontaires, il faut aussi maintenir le lien, y compris avec ceux qui ne savent ou ne peuvent plus venir. Bien les informer aussi sur les mesures de sécurité prises. Certains poursuivent le soutien scolaire en visioconférence. Il faut remarquer que les enseignants volontaires et les étudiants du supérieur sont déjà fort pris par les cours à distance, c'est plus difficile pour eux de consacrer encore du temps en plus à distance.

LIENS

Cela reste une mission fondamentale pour les EDD, qui ne sont pas que du soutien scolaire. C'est d'autant plus important pour les jeunes les plus fragiles. Le rôle de l'EDD permet de donner aux jeunes un espace pour s'exprimer.

Un coordinateur insiste sur cet aspect et fait référence à Bruno Humbeeck ¹: le distanciel, ce n'est pas que le numérique. Il faut être présent de multiples manières. Les EDD n'ont pas qu'un rôle pédagogique.

Une EDD a engagé un éducateur spécialisé qui va gérer un espace d'accueil pour les ados, lieu assez libre, un lieu pour se poser, en présentiel. L'encadrement par un pro est essentiel.

Une coordinatrice a expliqué l'importance de ce lien, surtout dans les quartiers sensibles, les jeunes sont en colère, n'ont aucun lieu pour se poser et pour s'exprimer. Cela pourrait exploser de la mauvaise manière. Le problème est aussi le manque de personnel pour accompagner ces jeunes. Afin de garder le lien, une EDD contacte les jeunes le dimanche.

1. BRUNO HUMBEECK, Outils de résilience : SITE OFFICIEL des livres et conférences de Bruno Humbeeck : outilsderesilience.eu



EQUITÉ

Comment rester équitable dans la situation actuelle se demande un coordinateur suivi d'un autre faisant remarquer cette difficulté du choix dans le fait de suivre tel ou tel jeune parce que les places limitées.

Le décrochage est important.

Les EDD s'adaptent, mais doivent parfois avancer, vu leurs moyens, avec une partie des jeunes qui s'accrochent. On travaille dans l'urgence. Il y a un manque de personnel pour le suivi de tous. Les conditions sanitaires actuelles imposent soit de travailler de manière individualisée en présentiel, soit à distance et ce n'est pas simple. Cela demande beaucoup d'organisation.

Malgré la volonté des EDD, les jeunes plus fragilisés sont peu accessibles et ont parfois besoin de soutien psychologique, plus que de soutien scolaire. Si les EDD ont des soucis pour les toucher, alors qu'en général, elles y arrivent, que dire sur ce qui doit se passer avec l'école ? Certains enseignants ont témoigné du fait que des élèves « ont disparu dans la nature ».

ADAPTABILITÉ

Les EDD font de nouveau preuve d'une grande adaptabilité. Le plus urgent reste souvent le suivi scolaire.

Certaines EDD se préparent à reprendre leurs activités en fonction des nouvelles mesures sanitaires. Certaines n'ont pas repris avec les ados, faute de moyens : problèmes de locaux, d'encadrement, de temps.

Une EDD a anticipé : location de nouveaux locaux, formation des animateurs aux techniques numériques et à la communication avec les jeunes via les réseaux qu'ils utilisent

(formation par « Media animation »²).

Dès le 1er confinement, une EDD a mis en place le suivi scolaire à distance pour les 5/6 secondaire, déjà plus autonomes.

D'autres EDD poursuivent comme avant en adaptant les horaires des salariés et des volontaires pour le respect des mesures sanitaires. Cela prend évidemment beaucoup de temps. Organisation pour accueillir 1 ou 2 jeunes en présentiel avec un encadrant, salarié ou volontaire.

Plusieurs EDD ont acheté du matériel ou recyclé de vieux ordi pour les donner aux jeunes et/ou les former.

Certaines EDD travaillent aussi de manière hybride : présentiel/distanciel – exemple : réunion « zoom » pour remédiation « math ».

Le suivi des jeunes est souvent axé prioritairement sur le soutien scolaire. Les demandes sont surtout pour les maths et les sciences.

Globalement, cela signifie souvent de suivre moins de jeunes et souvent moins longtemps qu'avant. Parfois, une fois par semaine, et c'est trop peu pour les jeunes.

Manque cruel d'effectifs et d'encadrement : moins de volontaires et pas assez de personnel.

Le fait que les EDD accueillent en présentiel est un grand soulagement pour certains jeunes.

Certains parents obligent les jeunes à participer aux activités de l'EDD autour du soutien scolaire. Mais dans ce contexte, ça ne marche pas.

APPRENTISSAGE

Le soutien scolaire reste souvent une priorité et est souvent axé sur la méthode de travail et l'apprentissage du numérique. Avec

l'enseignement à distance, les jeunes ont encore plus de difficultés à se mettre au travail, à avoir un cadre.

Mais ce contexte sanitaire difficile nous permet aussi d'apprendre à connaître les jeunes autrement. Certains se sont formés aux moyens de communication à distance des jeunes. Cela permet de garder du lien avec eux autrement.

On sort de la routine et on découvre les jeunes d'une autre manière. Et un coordinateur de préciser qu'il voit dans quel univers le jeune doit travailler (espace exigü, fratrie présente, connexion difficile) et le jeune de le voir dans son contexte familial, avec son bébé qui interrompt la communication. Cela permet aux jeunes de comprendre le contexte de vie de l'animateur. C'est intéressant pour mieux comprendre les réalités de chacun.

Le constat est clair : l'hybridation est difficile pour beaucoup de jeunes. Ils ne sont pas dans les conditions pour s'en sortir.

LES QUESTIONS QUI SE POSENT

L'avenir de l'école passera peut-être par le numérique mais cela pose questions à différents niveaux.

- Peut-on vraiment apprendre à distance ?
- Quelle sera la posture de l'enseignant ?
- Quelle relation avec l'élève ?
- Comment mettre en œuvre la classe inversée, pour que tous y aient accès, sans stigmatisation ?
- Quid du décrochage encore plus important que cela risque d'engendrer ?
- Comment garantir l'équité ?

JANVIER : un questionnaire et une visioconférence pour être au plus près des situations de terrain

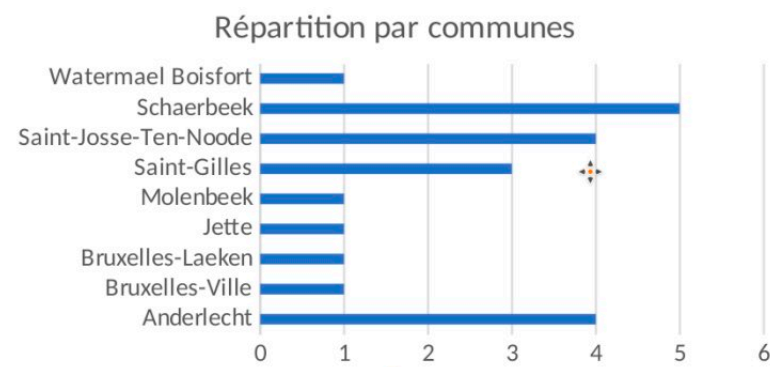
Un questionnaire a été adressé aux écoles de devoirs reconnues en P1 s'adressant exclusivement au public des jeunes de l'enseignement secondaire et à celles accueillant un public de l'enseignement primaire et secondaire soit 82 questionnaires au total.

Le questionnaire a été élaboré et envoyé aux associations le lundi 18 janvier - il leur était demandé de répondre en urgence - et une visioconférence organisée ce mercredi 20 janvier en sorte de pouvoir élaborer et finaliser un document avant le vendredi 22, jour de réunion du CODECO.

Les associations ayant répondu au questionnaire

19 associations ont répondu au questionnaire, 4 ont participé à la visioconférence de ce mercredi 19 janvier dont 3 ayant répondu au questionnaire dans un délai permettant l'analyse et le traitement des données. Deux questionnaires nous sont parvenus ensuite dont nous avons tenu compte ce qui représente 25.6% du total contacté.

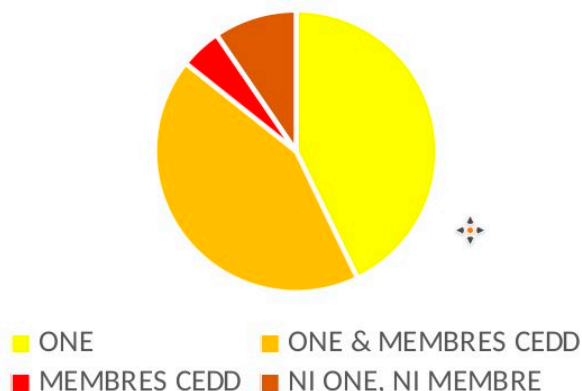
9 communes d'implantation étaient représentées





En plus de leur financement dans la priorité 1 de cohésion sociale les associations étaient reconnues par l'ONE ou pas et/membres de la CEDD ou pas.

P1 cohésion sociale et:



Ces données nous permettent déjà d'appréhender ce qui caractérise le secteur, son extrême diversité en termes de moyens concernant les infrastructures, les moyens financiers et matériels et les équipes d'encadrement. Une complexité qui va rendre l'analyse et l'objectivation des données difficiles parce que très souvent liées à ces contextes particuliers.

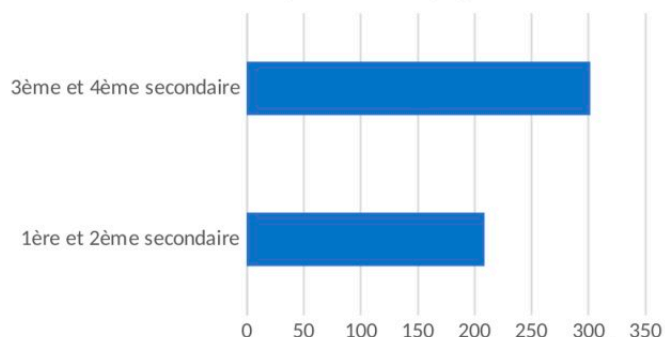
Des jeunes en liste d'attente

Toutes les associations n'ont pas de liste d'attente. Certaines accueillent toutes les demandes qui leur arrivent. Mais comme nous l'ont précisé les participant-e-s à la visioconférence, de nombreux jeunes n'arrivent plus jusqu'à la porte des services pour une demande d'aide ou d'accompagnement, la suppression des lieux et espaces d'accueil les éloignant aujourd'hui davantage encore des ressources qu'ils pourraient mobiliser. Une question importante qui ne peut être abordée que dans une rencontre transversale des services et associations travaillant sur un même territoire. Des associations et services qui de leur côté voient leur organisation de travail bousculée dans un contexte d'incertitude qui se prolonge et mènerait certaines à se replier sur les priorités d'accompagnement des publics déjà touchés. Nous avons comptabilisés 249 jeunes en attente soit près de 46.6% du nombre de jeunes accompagnés aujourd'hui par ces opérateurs.

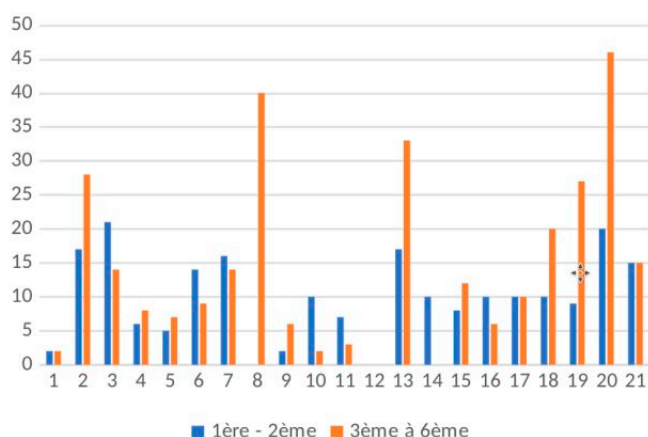
Analyse des données

Les jeunes accompagnés aujourd'hui par les 21 associations

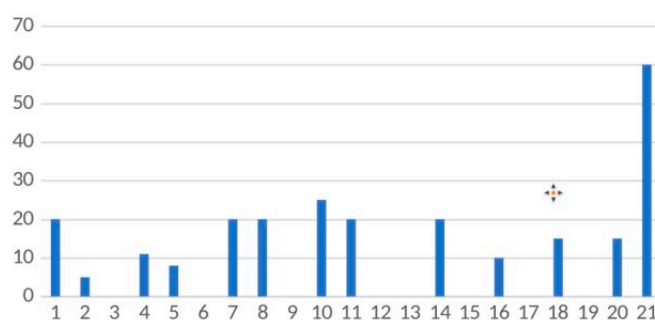
Sur les 534 jeunes accompagnés



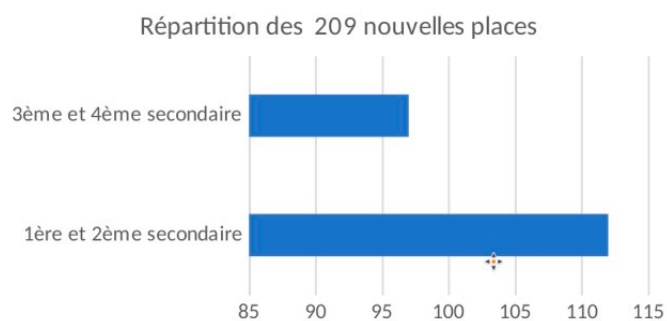
Répartition par années d'études



Jeunes en liste d'attente



Aujourd'hui, l'éventuel élargissement vers un accueil « 8 + 1 » (cf. VGC) demandé permettrait au mieux de résorber une partie de ces listes puisque 209 (84%) places pourraient s'ouvrir tout en nécessitant des moyens supplémentaires. A signaler que le fonctionnement « en bulles » distinctes est davantage praticable pour les enfants que pour les adolescent-e-s qui demandent un encadrement large et diversifié en sorte de pouvoir être soutenu-e-s dans les différentes matières d'une part et dont les horaires varient d'une semaine à l'autre (enseignement hybride) d'autre part. La bulle, par contre, permettrait d'ouvrir un espace-temps de rencontre, d'expression qui les sortirait de leur isolement. Et, c'est essentiel !



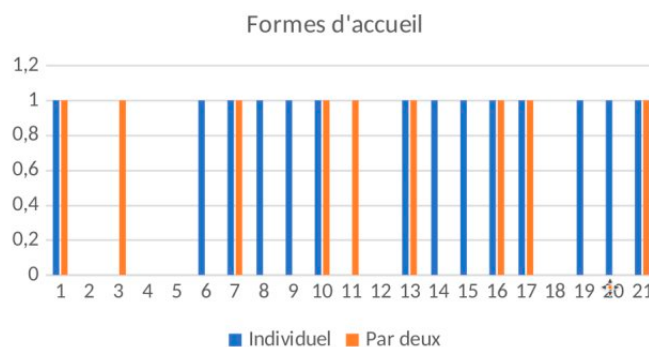
S'adapter pour garder le lien et poursuivre l'accompagnement

Analyser et lire les chiffres qui suivent ne peut se faire sans tenir compte d'éléments tels que :

- Les locaux, leur partage ou non, leur propriétaire et les conditions qu'il impose
- Les équipes, le nombre et les horaires de travail
- Le projet global dans lequel s'insère le projet de soutien scolaire et les autres publics à accueillir et accompagner
- L'équipement informatique
- L'accueil des enfants et/ou des adolescents

L'ACCUEIL

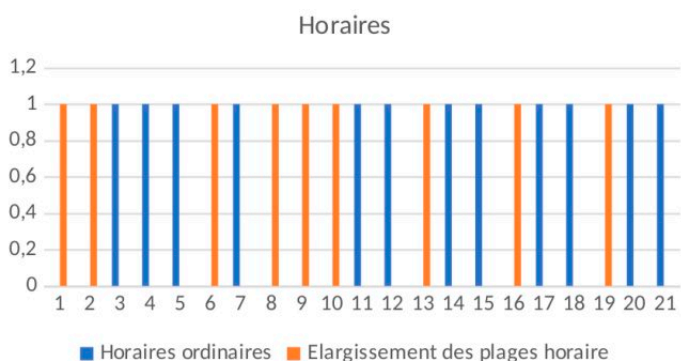
Aux dires des personnes rencontrées ce mercredi, les adolescent-e-s suivis sont ceux qui étaient déjà connus des associations. Selon leur rapport à l'école et la scolarité et leur degré d'autonomie et d'organisation l'accueil sera différent. Plusieurs nous signalent, par exemple, la difficulté pour beaucoup de fonctionner dans le cadre de rendez-vous. Les horaires scolaires sont bousculés, les horaires familiaux sont bousculés ce qui rend la simple question d'un rendez-vous difficile pour nombre d'entre eux.



LES HORAIRES

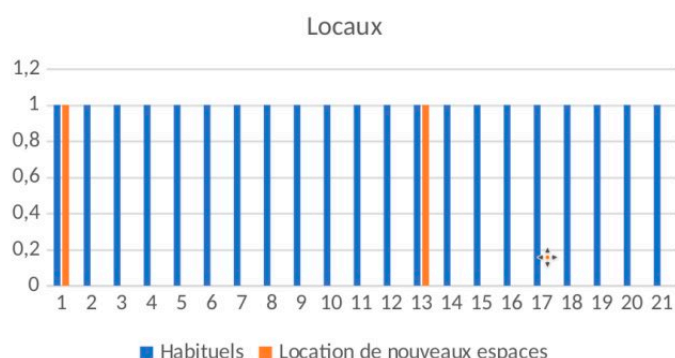
9 des associations sur 21 ont décidé d'élargir les plages horaires de travail pour poursuivre l'accompagnement. Une adaptation nécessaire pour assurer un accompagnement vu la présence de 1 ou 2 jeunes à la fois/pièce. Des chiffres qui ne disent pas le nombre d'heures d'accompagnement/jeune. Ainsi, dans le cas d'un élargissement, les équipes pourraient répondre aux besoins de certains jeunes accueillis déjà aujourd'hui. Il ne faut pas oublier non plus que derrière cet élargissement sont des travailleurs et travailleuses.

« Pour le moment, nous accueillons 2 jeunes par salle. Dans l'éventualité d'un accord, nous pourrions accueillir 4 jeunes de plus. »

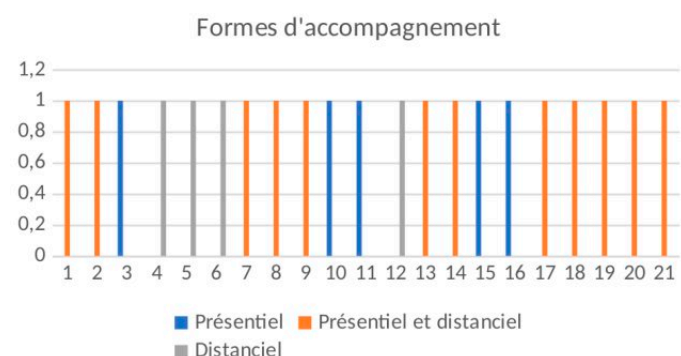


LES LOCAUX

Seules deux associations nous disent pouvoir disposer d'autres locaux. Une question qui reviendra dans la suite de ce questionnaire puisque plusieurs nous disent l'importance, si la situation devait se poursuivre, de disposer d'espace supplémentaire.



LES FORMES D'ACCOMPAGNEMENT



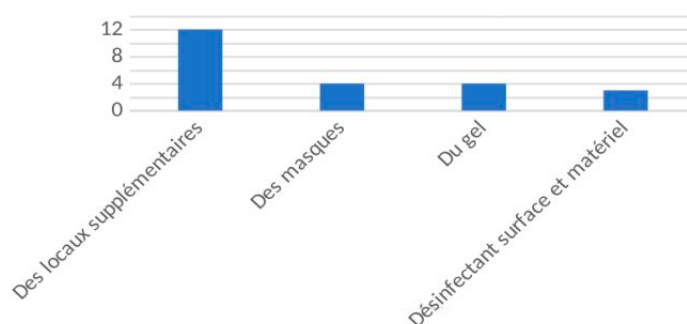
« Combinaison de distanciel 1h/jour - Présentiel 4h/jour - Soutien quotidien et remédiations -

Binômes (EDD) et trinômes (Aide à la Jeunesse) ainsi qu'individuel - Répartition par tranches horaires d'1h30 (groupes de 6 max répartis dans 3 locaux - 4 plages de 45' pour 2 ados par soirée 4 jours par semaine. Ils s'inscrivent pour une plage précise et peuvent rester plus longtemps si la plage suivante est libre. »

Ce dont elles ont/auraient besoin

Si certaines disent avoir couvert les besoins mentionnés dans le questionnaire au moment de le remplir (« nous avons pu équiper des familles en juin 2020 , nous avons reçu des moyens supplémentaires de la Cocof pour renforcer l'équipe » - « Nous avons tout ce qu'il faut comme matériel ; Nous avons tout le matériel nécessaire. » - « rien » - « Nous sommes bien équipés » - « Le public peut avoir besoin de matériel informatique. Nous avons répondu à toutes les demandes qui nous ont été formulées. »), les autres signalent avoir encore besoin de moyens que ce soit en terme d'infrastructure, de matériel, d'équipement informatique ou d'élargissement de leur équipe.

Au niveau des espaces et fournitures de prévention sanitaire



A signaler que les demandes de locaux ne concernent pas uniquement l'accompagnement scolaire mais le besoin des adolescent-e-s de se rencontrer et d'échanger.

« Un grand local de type salle de gym (expérience

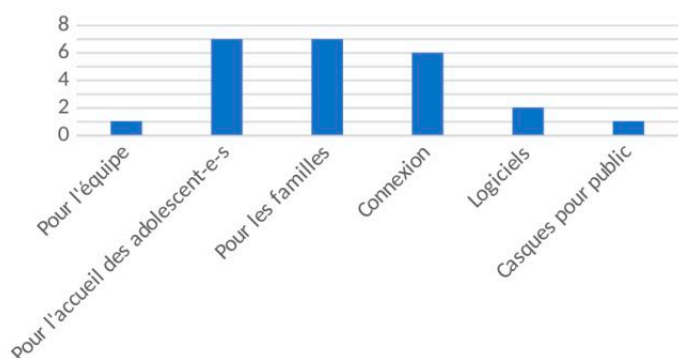
vue, salle de gym avec tables, connexions Internet ...), où la distance peut être respectée et les jeunes peuvent être accompagnés physiquement » - « Au-delà du soutien scolaire, la demande de nos ados est surtout d'avoir un lieu où se poser entre l'école et la maison où ils peuvent échanger entre eux et avec les animateurs et ce particulièrement maintenant. Nous pourrions le leur offrir en veillant au respect des mesures d'hygiène. »

« (...) les lieux dédiés à l'accueil des ados sont très utiles et encore plus à l'heure actuelle où un manque relationnel se fait sentir et où les maux psychosociaux sont en augmentation et ce même chez les jeunes. Il est d'une urgence capitale de permettre à ces jeunes de trouver un lieu d'ancrage qui permet de lutter contre un décrochage scolaire mais sociétal également. »

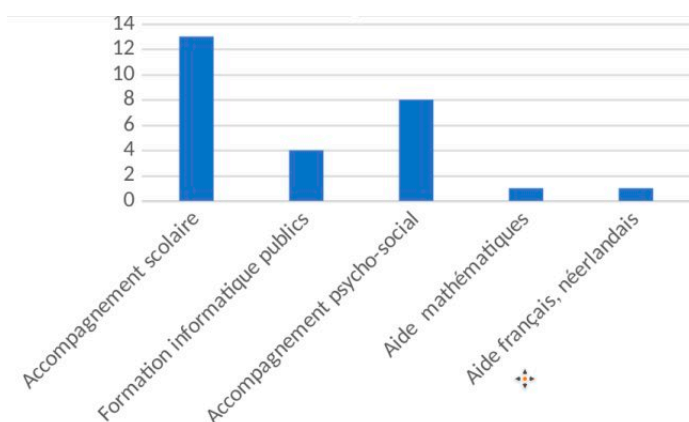
« Il est nécessaire de mettre de locaux à la disposition des adolescent.e.s et d'augmenter l'encadrement pour les remédiations. La plupart des cours sont incompris ou mal compris. Les ados sont désorientés. »

« Nous permettre d'accueillir plus de jeunes et leur permettre des activités tant culturelles que sportives car ils en ont besoin. Nous constatons des signes de dépression et de démotivation qui ont un impact direct sur leurs apprentissages (scolaires et sociaux) »

Au niveau des équipements informatiques



Au niveau de l'élargissement de l'équipe, des volontaires ou autres pour



« Coach en développement personnel pour travailler la question de la résilience en cette période difficile »

En conclusion du questionnaire ils nous disent...

L'urgence d'agir

« VOLONTE POLITIQUE »

« Bougez- vous avant qu'il ne soit trop tard »

« Si on continue à isoler les adolescents, alors nous sommes responsables de la non-assistance aux adolescents en danger. Les politiques ont une responsabilité cruciale et énorme quant au futur de la jeunesse. »

« Nous sommes face à un problème majeur de santé publique. Mais les mesures qui ont été prises ont à leur tour des répercussions majeures sur la santé publique. Il est urgent d'agir pour tenir compte de la globalité de cette crise aujourd'hui et pour l'avenir. »

« Tout est dit dans les avis de la commission d'avis EDD »



« (...) Nous implorons les autorités de revoir leur position, cet été nous avons pu faire des activités avec une bulle de jeunes sur trois semaines, et les chiffres concernant les jeunes n'ont pas explosé. Ils ont l'impression d'être les sacrifiés, nous sommes conscients que la situation est loin d'être facile et sous contrôle mais les edd sont des lieux incontournables pour permettre une bouffée d'oxygène aux jeunes et prévenir toutes une série de maux qui sont aussi dangereux que la COVID. (...) »

« Plus de prise en considération des jeunes et de leur situation psychosociale et scolaire. »

« Nous tirons la sonnette d'alarme. Les écoles de devoirs et le secteur de l'accueil extra-scolaire constituent un tiers milieu entre l'école et les familles où construire, tisser un lien social fondamental. Nous sommes dans une situation de non-assistance à la jeunesse, notre avenir. Les jeunes ont été stigmatisés, n'ont pas été entendus mais nous pouvons dire qu'il-elle-s ne sont pas ces

irresponsables que l'on pointe du doigt. »

« Il serait urgent, et la situation actuelle l'illustre, que le secteur de l'accueil des enfants, des jeunes et leur famille soit reconnu comme secteur essentiel. »

Le besoin de concertation

« Cohérence et concertation avec les structures dans les décisions de gestion d'accueil des jeunes. »

L'urgence de répondre aux besoins des jeunes de plus en plus en difficultés

« Les jeunes ont besoin de soutien en présentiel car l'aide à distance n'est pas toujours adéquate »

« Le public fragilisé est celui qui encaisse les plus grosses difficultés tant au niveau scolaire que psychosocial...Comment exiger des adolescents une discipline et une maturité que des jeunes universitaires ne possèdent pas encore? »





« Les adolescents nous font part de plus en plus des difficultés qu'ils rencontrent au niveau de leur parcours scolaire, difficultés tant liées à la perte de motivation et à la fatigue tant à des questions techniques, notamment informatiques et d'emploi du temps. »

« Fort besoin d'espaces d'accueil et de soutien pour les adolescents (travail scolaire et écoute). Beaucoup de jeunes ont besoin de présences régulières or l'espace disponible limite l'accès des jeunes à nos accompagnements.

« Le travail en distanciel montre vraiment ses limites surtout en terme de santé mentale. L'équipe (...) a accepté de travailler davantage pour pouvoir continuer à accueillir tous les jeunes au moins une fois par semaine pendant 1h30. ceux qui sont en difficultés sont accueillis 2 à 3 fois. Ce qui manque c'est la dimension groupe. nous accueillons en temps normal 7 jeunes par groupe (avec 5 groupes) et nous avons la chance d'avoir des locaux et une équipe stable. Cependant la difficulté est le suivi, voir le jeune 1 fois quand il venait 3 à 4 fois par semaine et profitait aussi d'autres activités (ateliers d'expression, théâtre,..) devient de plus en plus lourd. Nous sentons des risques de décrochage, des jeunes baissent tout simplement les bras. C'est aussi le groupe qui permettait de faire médiation, des échanges entre pairs permettent de débloquer bien des situations! (...) nous plaidons à un retour en groupe , les conséquences de l'isolement des ados vont être lourdes à gérer dans l'avenir. Concernant le 1er degré nous ne comprenons tout simplement pas pourquoi ce n'est pas possible vu leur retour à l'école. De plus, les plus jeunes qui ont commencé en 1ère secondaire démarrent leur scolarité en secondaire avec beaucoup moins de soutien et sont perdus. (...) »

« Beaucoup de jeunes sont en décrochage (passif ou actif), accumulent des retards, sont démotivés et tout le monde s'en plaint. Nous sommes là pour les

soutenir, les accompagner et on nous empêche de le faire. C'est absurde ! »

« Nous avons créé un espace coworking pour rompre l'isolement. Cet espace est encadré par un AS, un psychologue pour travailler en transversalité. Nous percevons leur malaise. Mais, il n'est pas facile pour un ado parler de cela d'où la proposition de ce lieu où la parole peut se déposer.»


« De nombreux jeunes ne sont pas accompagnés. Où sont-ils ? Comment entrer en contact avec eux? Quelle synergie entre les différents acteurs ? Beaucoup de jeunes n'arrivent pas à se saisir des ressources. Il manque aujourd'hui d'espace d'accueil généraliste dans les quartiers, comme par exemple, les Maisons de Jeunes qui aujourd'hui ne peuvent plus les accueillir collectivement. »

« A l'écoute des jeunes, le plus difficile pour eux c'est ;

- L'absence de loisirs et d'activités sportives, ils se sentent « immobilisés » par le manque d'exercice physique et la peur de contracter la maladie et/ou de se déplacer dans l'espace public et de rencontrer les représentants des forces de l'ordre
- La solitude face aux difficultés vécues au quotidien.
- Les difficultés de répondre aux exigences de l'Ecole alors qu'ils continuent de viser une réussite scolaire.

Certes, ils rencontrent des amis – qu'ils ne connaissent en fait pas – sur les réseaux sociaux sans tiers pour les accompagner face aux dangers et difficultés de cette utilisation. »

« Le discours des pouvoirs publics par rapport à la crise est « dichotomique », « confus » et peu ou pas compris par les jeunes. Sans échanges au-delà de ce cercle restreint, le risque de voir se développer



des discours complotistes est réel. D'où le besoin d'un discours clair et accessible à tous pour éviter des situations de frustration et les dégâts psychosociaux.»

« Actuellement, la situation des jeunes est catastrophique. Ils se sentent en manque d'oxygène, déconsidérés, non accompagnés. Ils sont au bord de l'épuisement mental, de la dépression. Ils étouffent de trop de restrictions (liens sociaux, sports, mobilité...). Ils n'en peuvent plus!!! Beaucoup sont en grande souffrance psychologique. La situation est des plus dramatique pour les jeunes adolescents (12 à 15 ans) car, en temps normal, c'est déjà une période de crise/ évolution/changement (puberté, passage au secondaire, remise en cause des règles, émancipation de la famille...). Ils n'en peuvent plus! Et, pour éviter le pire pour demain» (...) Il est impératif de leur redonner de l'oxygène, d'assouplir les restrictions. Car, dans le cas contraire, après la crise, les dégâts psychologiques, sociaux et scolaires seront encore plus difficiles à gérer que la crise sanitaire. »

« Nous demandons de pouvoir accueillir 1 jeune/table avec les mesures sanitaires ».

« L'autorisation, nos locaux sont assez grands pour accueillir des groupes plus grands tout en respectant une bonne distance entre chacun »

« (...) Nous plaidons à un retour en groupe , les conséquences de l'isolement des ados vont être lourdes à gérer dans l'avenir. (...) »

Un alignement des mesures de l'enseignement aux EDD

Eux et les jeunes ne comprennent pas la différence de normes imposées entre les écoles et les EDD notamment pour les jeunes des deux premières années de l'enseignement secondaire.


Sans oublier les travailleurs et travailleuses

Depuis le mois de mars, ils ne cessent de s'adapter, se réorganiser et de constater la dégradation de la condition des jeunes face à l'impuissance de se faire entendre et de voir des perspectives proposées.

« Quels signaux (nb de contaminations/jour, achèvement de la campagne de vaccination ou autres) décideront le gouvernement à décréter un retour à la normale pour l'extrascolaire. Afin de savoir s'il faut, en tant qu'acteur de l'extrascolaire, se projeter dans quelques semaines, mois, ou trimestres. ».

« Je vais reprendre le contexte chronologique depuis le mois de mars. Nous accueillons des enfants et des jeunes de 6 à 18 ans. Le confinement et le passage au distanciel ont mis en évidence la fracture numérique. Il fallait trouver des alternatives, les outiller, (...). Nous avons trouvé des partenaires pour avancer sur ce point. En septembre les activités ont repris. Puis, en novembre, nouvelles mesures ! Et, la décision de la commune – propriétaire des locaux – de ne plus autoriser l'accueil des plus de 12 ans. Cela fait une semaine aujourd'hui que celle-ci a décidé de s'aligner sur les mesures de l'ONE. Nous allons pouvoir retrouver les jeunes par 1 ou 2 maximum dans nos locaux. Nous avons été de manière virtuelle à la rencontre de chacun pour établir un bilan scolaire et social de leur situation pour préparer ce retour dans une nouvelle forme d'organisation. Et de constater l'énorme mal-être de quasi l'ensemble de ceux-ci, même ceux qui au départ n'étaient pas en difficulté scolaire. Nous allons devoir encore une fois nous réorganiser. »

« Dépression, violence scolaire, crises d'angoisse, violence intrafamiliale, pédopornographie,... on s'arrête sur leur détresse, on écoute et quand on



est pas outillé, on réoriente vers des services le plus souvent saturés ou vers des professionnels de notre réseau. »

« Si on remonte dans le temps. La crise de l'Ecole a mené à la création des écoles de devoirs. La crise du COVID nous placent devant des situations de santé mentale et d'aide sociale les services publics de première ligne étant peu accessibles aux personnes tenant compte de leurs compétences linguistiques et/ou numériques. Nous ne sommes pas outillés. Comment ne pas jouer aux apprentis sorciers ? Que pouvons-nous faire ? Par rapport aux peurs ? Par rapport à la fracture numérique ? Aujourd'hui ils sont paumés, nous pouvons seulement les écouter. »

Nous le constatons par nos contacts. Beaucoup de coordinateurs, coordinatrices sont aujourd'hui en souffrance. Il faut être bien soi-même pour accompagner. « Certain-e-s sont recroquevillé-e-s sur les difficultés alors que l'on a désespérément besoin des autres dans

une situation qui ne favorise certainement pas le bien-être professionnel. »

URGENCE

-- *Propos recueillis par Véronique Marissal*

REMERCIEMENTS

Tous nos remerciements à Abdourrafik, Antonio, Assia, Déborah, Fatima, Guillaume, Hassan, Hatim, Jacques, John, Karima, Khadija, Laurent, Lola, Marc, Maria Teresa, Miguel, Miguel, Nadia, Nathalie, Philippe, Richard, Silvain, Véronique, Zohra pour leur travail, leurs réponses et apports dans l'élaboration de ce dossier.

Nos remerciements aussi à Marie-Hélène, Paul, Stéphanie et Fabienne pour leur contribution à l'atelier du 20 novembre





Basenvol
asbl



Dans notre numéro d'@feuilleT des mois de novembre et décembre, nous lançons un plaidoyer pour les adolescent-e-s et appelons à desserrer les boulons. Nous invitons les associations à contribuer à cet appel par l'apport de témoignages et constats. Le 11 janvier, Basenvol nous envoyait ces constats, difficultés et revendications.

CONSTATS ET DIFFICULTÉS

1. LE PORT DU MASQUE tout le temps nuit à la sérénité et à l'humeur générale des jeunes et des animateurs (mesure arbitraire qui ne tient pas compte du fait qu'il nous est parfois possible de maintenir une distance qui nous dispenserait de le porter). Le port du masque à l'extérieur est une mesure qui ne repose sur aucune validité scientifique et nuit à la diversité d'activités qui peuvent être proposées aux jeunes (ni les jeunes ni les animateurs n'ont envie d'aller pratiquer un sport à l'extérieur avec un masque qui nuirait grandement à leurs facultés respiratoires). Les jeunes souffrent de porter un masque toute la journée (à l'école, dans la rue, dans les transports, ...) et cela a pour conséquence chez certains de ne plus passer par la case EDD avant de rentrer à la maison (car le protocole y impose le port du masque également...).

2. BULLES RESTRICTIVES : incompréhension générale face à ces mesures qui changent constamment, dont on peine à voir les bénéfices et qui ont des conséquences importantes sur la manière dont nous devons travailler. Au-delà des ajustements constants qui nuisent à la continuité de notre travail, ces bulles restrictives qui sont imposées à certains mais pas à d'autres perdent de leur légitimité petit à petit aux yeux de tous les acteurs. Comment pouvons-nous expliquer aux jeunes - qui perçoivent parfaitement les incohérences liées à la gestion de cette crise sanitaire - qu'il est possible de s'entasser dans les transports en commun, dans les files pour les soldes ou dans un avion mais qu'il nous est interdit de nous rassembler à une dizaine de personnes ? Impossible à expliquer ou justifier, à moins d'accepter de perdre en crédibilité et de fragiliser la relation de confiance que nous entretenons avec notre public.



3. LIEUX DE LOISIRS FERMÉS : comme pour les bulles restrictives, comment pouvons-nous expliquer à notre public que les supermarchés n'ont jamais fermé mais que les lieux de loisirs et de culture le resteront encore ? Comment pouvons-nous les aider à s'épanouir ou à simplement se changer les idées (ce qui serait déjà pas mal en cette période) s'il nous est impossible de nous rendre au théâtre, au cinéma, à la salle de sport, de concert, ... ?

4. LE VIRAGE NUMÉRIQUE qui a suivi les décisions qui visaient à confiner toute la population (confinements qui ceci dit vont avoir des conséquences désastreuses sur la santé mentale de notre public, mais pas uniquement) nous paraît excessif et donc dangereux. Les outils numériques sont d'excellents outils que nous utilisons constamment mais de manière réfléchie et mesurée. Mais avec la distanciation sociale, nous sommes noyés dans un trop plein digital qui empêche la rencontre et donc la construction d'une réelle relation de confiance. Notre travail n'a de sens que dans la proximité avec notre public, il est dès lors pour nous totalement inconcevable de basculer dans de l'animation, du soutien individuel ou la mise en place de projets collectifs à distance.

5. SANTÉ MENTALE DES JEUNES

Tout ce qui a été évoqué plus haut a des conséquences déjà observables sur le comportement des jeunes et altère fortement leur bien-être ainsi que leur développement personnel. Comment nous résoudre à observer chaque jour, impuissants, la situation se dégrader un peu plus ? Le taux de fréquentation a baissé de

manière inquiétante, le suivi est quasiment impossible à faire à distance et rares sont les jeunes qui expriment une demande. Ceux qui le font sont ceux qui sont le plus touchés par la situation et ressentent un isolement social qui les affecte énormément, les autres ont presque 'disparu de la circulation'. Cette situation nous inquiète beaucoup car nous savons à quel point notre structure est importante pour de nombreux jeunes car elle est un lieu de rencontres et d'épanouissement personnel non négligeable (pour certains, cela faisait partie de leur quotidien). Nous espérons et souhaitons qu'une attention particulière sera consacrée à ce point qui est extrêmement important et délicat.

6. ÂGE : nouvelle incompréhension face aux mesures sanitaires. Pourquoi est-il possible de travailler avec un jeune de 12 ans mais pas de 13 ans ? Pourquoi une si grande différence de traitement pour une si petite différence d'âge ? Nous pourrions accepter ce type de mesures à condition d'en comprendre au moins le bien fondé, mais ce n'est pas le cas...

REVENDEICATIONS

Notre majeure revendication est la réouverture de toutes les structures sociales le plus tôt possible. Les jeunes souffrent pour un tas de raisons dont certaines évoquées plus haut, mais nous souffrons également car nous sommes frustrés de ne pouvoir mener à bien notre action auprès de notre public. Et pourtant, mettre fin à cette souffrance n'est pas si compliqué qu'il en a l'air. Encore faut-il en avoir la volonté...



- 1 Ne pas imposer le port du masque mais plutôt conseiller son utilisation et inviter à la prudence et laisser les animateurs (qui sont des adultes responsables et ont une attitude bienveillante envers leur public, est-il nécessaire de le rappeler ?) décider dans quelle situation il est pertinent d'en faire usage. Si nous accordons une attention extrême à l'hygiène des mains (qui nous paraît d'autant plus indispensable en période de pandémie) et comprenons l'importance de cette démarche, il n'en va pas de même pour le port du masque. Il est nécessaire de trouver une solution qui ne rende pas la vie des jeunes impossible et triste. D'autant plus que le port du masque permanent a des conséquences directes sur la santé physique (nous avons des témoignages d'enfants asthmatiques qui ne peuvent pas retirer leur masque pour respirer quand ils sentent qu'ils manquent d'air ou des enfants stressés et angoissés à l'idée de se faire constamment réprimander pour un masque mal porté...).
- 2 Nous pouvons accepter le principe de bulle (qui peut avoir du sens dans un contexte bien particulier) mais pas une diminution si drastique du nombre de jeunes que nous pouvons accueillir.
- &
- 3 Parce que nous sommes solidaires de toutes les personnes qui souffrent de ne pouvoir travailler, mais également parce que nous sommes dans l'incompréhension totale face à ces mesures qui visent à fermer tous les lieux de loisirs et de culture - qui feraient pourtant tant de bien en cette période difficile et anxiogène -, nous souhaitons leur réouverture le plus tôt possible.
- 4 Le confinement est une mesure qui rend inéluctable la distanciation sociale (nous préférons pratiquer la distanciation physique), et celle-ci rend automatique l'utilisation à outrance des outils numériques. Nous sommes contre cette mesure aux conséquences dramatiques. Nous souhaitons continuer à utiliser le numérique quand cela est utile mais nous souhaitons attirer l'attention sur le fait qu'il est indispensable pour nous d'être au plus près de notre public.
- 5 Nous avons assez de recul pour pouvoir faire un bilan commun des mesures prises et de leur impact sur notre travail et notre public. Si nous sommes d'accord sur le simple fait que cette gestion a généré plus de souffrances qu'elle n'aura été efficace, alors nous aurons plus de poids pour questionner ensemble les décisions prises par les pouvoirs publics. Il en va de notre intérêt à tous. Mis à part faire front commun et nous lancer le cas échéant dans un réel bras de fer avec le politique, peu de solutions s'offrent malheureusement à nous.
- 6

A LIRE POUR SE (RE)DECouvrir !

Dans notre numéro de @feuille T du mois d'octobre 2020¹, nous vous parlions de notre rencontre de septembre avec Marie-Thérèse Coenen du Carhop du projet de publication en ligne d'un numéro de la revue en ligne Dynamiques. Histoire sociale en revue sur le mouvement des écoles de devoirs et son histoire. La revue était prévue pour décembre. La voilà aujourd'hui accessible sur le site du Carhop².

Dans son éditio, François Welter (directeur du CARHOP)³, écrit : « Les écoles de devoirs ! Voilà un sujet surprenant pour quiconque s'intéresse au secteur de l'éducation permanente. Et, pourtant, à bien y regarder, la relation est plus qu'évidente. Nées au début des années 1970, les écoles de devoirs sont des projets portés par des militant.e.s actifs dans les quartiers populaires, où se regroupent des populations immigrées. Elles émanent de comités de quartier, d'activités créatives pour les enfants, de groupes d'actions impliqués dans les luttes urbaines. Surtout, elles s'inscrivent dans un processus qui, au-delà de la lutte contre l'échec scolaire, vise à construire des espaces de culture pour les enfants des travailleurs et travailleuses, à contribuer à leur promotion socioculturelle. En analysant la pensée qui

les anime, en retraçant les initiatives militantes aboutissant à de telles structures, les numéros 13 et 14 de notre revue Dynamiques apportent un éclairage historique sur des écoles de devoirs qui, chacune ou collectivement, participent à un projet politique ; un projet politique qui, aujourd'hui encore, fait partie intégrante de notre paysage éducatif et socioculturel, nous ramène au travail de terrain et à la réflexion autour de la méthodologie en éducation permanente, dans et hors d'un système scolaire qui est loin d'être le seul lieu d'apprentissage. (...) ».

Une histoire que Marie-Thérèse Coenen reprend dans son introduction⁴ des années 70 à l'année 85. Une histoire que nous-mêmes, présents sur le terrain depuis les

1. A lire sur le site www.ceddbxl.be

2. [REVUE DYNAMIQUES] Le CARHOP asbl publie Dynamiques, histoire sociale en ligne, revue trimestrielle n°13

3. Welter François, « Editio du dossier : Les écoles de devoirs : un engagement militant et politique », Dynamiques. Histoire sociale en revue, n°13, décembre 2020, mis en ligne le 07 janvier 2021, URL : www.carhop.be/revuescarhop/

4. Coenen M.-T., « Introduction au dossier : Les écoles de devoirs : un engagement militant et politique », Dynamiques. Histoire sociale en revue, n°13, décembre 2020, mis en ligne le 07 janvier 2021, URL : <https://www.carhop.be/revuescarhop/>

années 80 découvrons avec beaucoup d'intérêt. Une histoire à revisiter par ceux et celles qui déjà étaient là, une histoire à découvrir pour les autres qui ancrent au passé les projets actuels et particulièrement dans le contexte de la crise sanitaire et des projets de la Ministre de l'Enfance de refonte des décrets de l'ATL qui interroge la place qu'elles occupent entre Ecole et Famille dans les quartiers. Une histoire construite au départ de témoignages et d'archives qui dit toute l'importance de ces traces que nous n'avons pas toujours le réflexe de garder. Et M-T de nous rappeler « (...) D'une dizaine d'initiatives en 1975, les écoles de devoirs sont passées à 30 en 1977, à 50 en 1980, à 200 en 2000 et à plus de 300 en 2020. Progressivement reconnues et subventionnées par les autorités publiques, elles se sont constituées en un mouvement pédagogique qui développe ses propres caractéristiques à côté de l'école. (...) Dans ce numéro, plusieurs contributions ont comme point de départ, la documentation et les archives conservées au CARHOP. À notre

grande surprise, la recherche a révélé une histoire riche et féconde qui finalement sera présentée dans les n° 13 et 14 de Dynamiques. Histoire sociale en revue, construits en parallèle, car les thématiques s'entrecroisent à de nombreux moments. (...) »

De un à deux numéros, pour deux approches complémentaires

« Le n° 13 de Dynamiques est consacré à l'analyse du mouvement des écoles de devoirs dans la période 1973 à 1985, à Bruxelles. Le n° 14 de Dynamiques sera entièrement dédié à des monographies d'écoles de devoirs ainsi qu'à une analyse de la situation telle qu'elle se présente aujourd'hui. Ces deux numéros n'ont pas l'ambition de dire toute l'histoire de ce mouvement complexe, mais de repérer les questionnements existants depuis le début, de pointer quelques expériences concrètes et de mettre en avant le projet politique qu'elles défendent. (...à) »⁵



AU SOMMAIRE DU PREMIER NUMÉRO

Les écoles de devoirs : Regard de l'histoire sur des mobilisations actuelles

- Edito
- Introduction au dossier : Les écoles de devoirs : un engagement militant et politique
- Les écoles de devoirs : regard d'un sociologue
- Quand une affiche raconte le point de départ d'un mouvement !
- 1976-1985 : une expérience innovante. Le Comité de liaison des écoles alternatives en milieu populaire
- Les stagiaires & leurs mémoires : un certain regard sur les écoles de devoirs
- Les écoles de devoirs, des archives à découvrir pour une histoire à écrire



OUTILTHÈQUE

Comment aider les enfants à rester zen en période de Covid-19 ?

La période de crise que nous vivons liées à la pandémie de Covid-19 génère du stress dans toute la population, y compris les enfants et impacte ainsi leur apprentissage ! Pour accompagner les enfants durant cette période, nous vous présentons le programme « **Learn to be zen @school** » qui propose de nombreux outils pédagogiques pour amener les enfants de 5 à 12 ans à être zen et attentifs à la fois. Grâce à ces outils, les enfants vont pouvoir acquérir et développer des compétences clés pour la vie : connaissance de soi, de l'autre, empathie, compétences émotionnelles et relationnelles. Les ressources, gratuites et téléchargeables, s'adressent aussi bien aux enseignants qu'aux acteurs en extrascolaire. Vous y trouverez :

- ▶ des **capsules vidéo d'animation** pour les enfants de 5 à 12 ans sur le thème du stress scolaire, pour ouvrir la discussion avec les enfants
- ▶ des **fiches pédagogiques** pour l'enseignant, l'éducateur, le parent, afin d'amorcer la discussion avec les enfants et de les guider pour trouver leurs solutions
- ▶ des **outils attractifs et ludiques** pour permettre aux enfants d'explorer et mettre des mots sur leurs émotions.

Plus d'infos sur : <https://learntobezen.eu/fr/>

